

DOMINIQUE BIDOU *

Développement durable, XXI^e siècle : un défi pour les économistes

L'économie moderne est en train de rompre avec les conditions qui avaient fait le succès de la révolution industrielle. Énergie bon marché, population jeune, migration des populations vers des territoires vierges et peu mis en valeur. Aujourd'hui, l'énergie est en train de devenir durablement chère, la population mondiale vieillit grâce aux progrès de la médecine et de l'hygiène, et les populations migrantes se précipitent vers les pays riches pour y bénéficier des mannes de l'État providence. À conditions nouvelles, politiques et surtout théories économiques nouvelles !

« La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes », disait John Maynard Keynes. C'est le moment de prouver qu'on en est capable.

UNE ÉPOQUE CHARNIÈRE

Le monde aujourd'hui connaît des bouleversements profonds. Le prix de l'énergie en est une illustration d'actualité, et de nombreux observateurs affirment que ce n'est qu'un début. Nous

vivons en fait la fin d'une époque, qui a commencé avec la révolution industrielle au milieu du XVIII^e siècle. C'est la période du déstockage massif de l'énergie fossile, enfouie sous nos pieds, dans les sociétés occidentales tout d'abord, et ensuite recherchée dans le reste du monde qu'il convenait alors de placer sous contrôle. Il faut avouer que c'est nettement plus facile et bon marché de tirer l'énergie d'un produit préparé par la nature, facile à extraire et qu'il n'y a juste qu'à raffiner, que de la constituer à partir de la photo-

synthèse, avec tout le travail que cela suppose, des rendements faibles, une concentration médiocre. Cette facilité a permis une croissance phénoménale, contrôlée par les nations qui maîtrisaient les processus industriels. Cette période de l'énergie fossile bonne à prendre à bas coût est en voie de se terminer. Il y a encore des réserves, notamment de charbon, mais nous vivons la conjonction de deux phénomènes : d'une part une forte croissance de la demande avec l'accession de peuples nombreux à des niveaux de consommation significatifs ; et d'autre part l'irruption depuis quelques années d'une conséquence négative du déstockage massif de carbone : le réchauffement climatique né de l'émission incontrôlée de gaz à effet de serre. Résultat, les stocks restant ne pourront pas être exploités avec l'insouciance qui a prévalu jusqu'à présent.

Un deuxième phénomène marque notre époque, la forte croissance de la consommation. L'augmentation de la population inquiète nombre de nos contemporains. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que ce phénomène se produit, et nous verrons plus loin ce qu'il faut en penser. Mais c'est un autre phénomène qui doit nous inquiéter en premier lieu : l'augmentation de nos consommations par tête. Le nombre de Chinois ou d'Indiens est inquiétant non pas dans l'absolu, mais parce que ces populations

* Expert en développement durable.

accèdent ou vont accéder rapidement, et c'est bien normal, à des niveaux de consommation, des « standards de vie », bien supérieurs à ce qu'ils ont été dans l'histoire, et que la conjonction des deux phénomènes – croissance démographique et augmentation du niveau de vie – va créer des tensions de plus en plus fortes sur les ressources si nous n'y prenons garde. Si un apartheid économique a plus ou moins été organisé par les puissances occidentales, 20 % de la population accaparant 80 % des ressources, chacun sait que cette situation, outre qu'elle n'est pas moralement défendable, va prochainement voler en éclats avec l'émergence de nouvelles puissances économiques.

Troisième phénomène important : la fin des biens gratuits. Nous avons tellement considéré la nature comme corvéable à merci, qu'elle commence à sérieusement montrer des signes de faiblesse. La vie sauvage, le « vivant », entre dans le monde marchand, comme les biens essentiels à la vie que sont l'eau et l'air pur. La valeur d'usage, disait-on, est inversement proportionnelle à la valeur marchande. Eh bien c'est fini, ou ça le sera bientôt. En témoigne par exemple cette publicité d'un organisme caritatif sur l'eau potable, bien auquel un pauvre africain n'aura pas accès, puisqu'il n'a pas d'argent.

Notre monde change, l'énergie bon marché, c'est terminé, les exigences de consommation de nombreuses populations augmentent inéluctablement, et des biens vitaux, autrefois gratuits, entrent dans la sphère marchande. Tout cela crée une nouvelle donne pour les sociétés modernes, et pour l'économie, en tant que cadre pour la production et les échanges entre les hommes. Il n'est pas besoin d'être économiste pour s'en rendre compte, ni pour savoir que les instruments de nos économies « modernes » ont pour la plupart été mis en place pour la reconstruction, en 1945. Le contexte est radicalement différent, et

permettez à un non-économiste d'interpeller les économistes sur leurs propositions pour le siècle qui commence, en ayant en mémoire la citation de John Maynard Keynes. Permettez-moi aussi quelques propos provocateurs, juste pour faire avancer le débat et attirer des réponses originales, à la mesure des défis qui nous sont lancés.

Abordons des sujets où il semble que les consensus habituels ne valent pas grand-chose ; juste pour progresser dans notre vision de demain et chercher des réponses adaptées. Cet article ne prétend

pas les apporter, mais poser des questions, explorer quelques hypothèses de travail. Ces sujets sont la question démographique et ses corollaires, l'emploi, les prélèvements obligatoires et l'immigration.

LA QUESTION DÉMOGRAPHIQUE

Le débat sur le vieillissement de la population des sociétés occidentales (aujourd'hui) et extrême-orientales (demain) est ouvert. Le vieillissement de la population affecte l'équilibre actifs/non actifs, et met en péril tous les régimes de retraites : la charge sur les actifs est trop lourde, nous dit-on. Il faut faire quelque chose !

Malthus est de retour

Le vieillissement est dû à l'allongement de l'espérance de vie, mais aussi et surtout à la baisse de la natalité, qui se traduit directement sur la pyramide des âges. Et on parle, pour se tirer de ce mauvais pas, d'une relance de la fécondité, seule solution pour maintenir un ratio convenable entre classes d'âges. Cette réponse a toutefois une conséquence directe : l'augmentation de la population, et ce sont souvent les mêmes qui la proposent et qui s'inquiètent de la croissance démographique mondiale. Ces deux propositions n'apparaissent pas de prime abord contradictoires car

elles s'appliquent dans deux systèmes de représentation différents, les pays industrialisés et le tiers-monde. On arrive cependant et sans ambiguïté à la conclusion suivante : il faut que le Nord augmente sa fécondité et que le Sud la diminue. C'est le vrai retour de Malthus.

Celui-ci est resté célèbre par la crainte qu'il a exprimée que la croissance d'une population ne soit plus rapide que celle des ressources dont elle a besoin pour vivre. Il était loin d'être le premier à manifester ces craintes, et ce n'est qu'une partie de sa théorie. L'essentiel est ailleurs, et relève plus de la politique que de l'économie. Pour Malthus les pauvres devaient limiter leur progéniture, qu'ils n'avaient pas les moyens d'élever, alors que les riches pouvaient avoir autant d'enfants qu'ils le voulaient. Bien que pasteur anglican, Malthus n'était pas un partageux. Nous reprenons aujourd'hui à l'échelle de la planète la théorie que Malthus avait développée pour l'Angleterre du XIX^e siècle.

Le problème, c'est que cette évolution, sans entrer dans une analyse « morale », n'est pas acceptable pour la planète. Un Européen qui naît aujourd'hui consommera vingt ou trente fois plus de ressources qu'un Africain ou un Bengali. En termes de pression sur la planète, la solution néomalthusienne conduit à une impasse. Il est irresponsable de compter sur une croissance éternelle de la population pour conserver une pyramide des âges suffisamment « jeune » pour régler le problème des retraites. Il faut se résoudre au vieillissement, conséquence inéluctable de deux souhaits très largement partagés : voir la population mondiale se stabiliser d'une part, et de l'autre améliorer en permanence la santé des populations et leur espérance de vie.

Il faut faire face à ce phénomène inéluctable, l'accepter et l'examiner sans œillères pour trouver des voies de progrès dans ce contexte nouveau. Les règles du jeu d'une France « jeune » ne peuvent être maintenues dans une France « vieille ». Faut-il pour autant abandonner les avantages qu'offrait la situation ancienne, faut-il notamment travailler plus vieux, ou commencer plus jeune ? Dans un autre

Notre monde change, l'énergie bon marché, c'est terminé, les exigences de consommation de nombreuses populations augmentent inéluctablement, et des biens vitaux, autrefois gratuits, entrent dans la sphère marchande.

DÉMOGRAPHIE

registre, faut-il s'ouvrir largement à l'immigration et s'organiser en conséquence ?

UNE FORMIDABLE EFFICACITÉ DU TRAVAIL HUMAIN

Faisons d'abord un rapide état des lieux. Une première analyse nous dit qu'il n'y a pas de péril : notre population continuera encore longtemps à être suffisante globalement pour satisfaire nos besoins, même si ceux-ci croissent régulièrement. Il faut en effet introduire une variable déterminante pour le raisonnement : l'efficacité du travail humain. La productivité du travail en France augmente plus vite que la proportion de personnes âgées. Elle est déjà élevée, et nous ne savons pas utiliser toute la main-d'œuvre disponible, dont 10 % sont chroniquement au chômage, sans compter les quantités importantes de personnes qui renoncent à demander un emploi, estimant n'avoir aucune chance d'en trouver. La productivité du travail pourrait d'ailleurs augmenter encore plus vite si on ne craignait ses effets sur l'emploi. Chaque annonce de restructuration d'entreprise nous le rappelle avec force. Les réductions successives de la durée légale du travail sans baisse des salaires ont entraîné des efforts de productivité, et on parle souvent de croissance sans création d'emplois. Notre efficacité est redoutable ! Pendant de nombreuses années encore, un pays comme la France pourrait produire plus de biens et services avec moins de travail, le niveau de vie moyen de sa population pourrait s'améliorer malgré une proportion croissante d'inactifs. C'est un des fruits les plus agréables de la révolution industrielle. Le discours si souvent entendu sur la nécessité de travailler plus ne correspond pas à cette analyse globale des enjeux démographiques. La démographie au secours de la valeur morale du travail, ça ne marche pas.

Mais il y a des conditions à remplir, des écueils à éviter. Encore une fois, les règles du jeu doivent changer, et il faut

faire porter le débat sur les vraies questions. En voici deux.

Les déficits sectoriels

Ce qui est vrai en moyenne ne l'est pas pour tous les secteurs, et il peut y avoir de graves déficits en personnels dans certaines activités, entraînant une baisse de la qualité du service dans ce domaine et parfois une thrombose dont les effets se font sentir dans d'autres domaines. L'équilibre d'ensemble risque alors d'être compromis. Ce n'est pas sur le nombre d'actifs que doit se porter en priorité l'attention, mais sur leur répartition, pour éviter que ces déficits ne s'installent et perdurent. Les réponses ont nom prospective,

Ce n'est pas sur le nombre d'actifs que doit se porter en priorité l'attention, mais sur leur répartition

formation, rééquilibrage de certains échanges internationaux, études (qualitatives) d'impact sur l'emploi, souplesses temporaires et adaptabilité, qui doivent trouver des modalités équitables d'application. On parle alors d'employabilité et de formation tout au long de la vie. À l'inverse, les objectifs généraux, légitimement universels, ne doivent pas se traduire en

mesures rigides et identiques pour tous les secteurs. Le monde est divers et complexe, et mérite un effort permanent d'adaptation pour la mise en application des mêmes principes. « Chaque jour, chaque occasion, chaque circonstance demande une application particulière des mêmes principes », nous dit Sun Tzu, dans *L'Art de la guerre* (article VIII).

La fin du travail

L'efficacité de l'homme nous amène à envisager une société où le travail voit sa fonction remise en question. La conception même du travail s'est transformée dans l'histoire de l'humanité, et l'organisation des sociétés traduit ces évolutions. Il faut peut-être envisager une société où l'activité professionnelle ne serait plus la voie royale pour s'intégrer, obtenir des revenus et des droits, apporter sa contribution à

la collectivité, disposer d'un statut. L'efficacité de notre système économique passe peut-être par là, avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur la vie sociale et l'organisation des flux financiers. La diminution des offres d'emplois rémunérés est une tendance lourde ; la nier et rechercher des artifices pour masquer le phénomène, pour ne rien avoir à changer par ailleurs, relève peut-être de la politique de l'autruche. Peut-on aller fièrement vers une société à faible contenu en travail, en respectant les hommes et la planète, telle est la question. Faute de la poser clairement, nous cherchons désespérément à prolonger une situation sans avenir. Nous nous trompons de futur, avec le cortège de frustrations et d'angoisses qui se développe face au manque de perspectives crédibles pour le siècle qui s'engage.

Cette piste, rapidement esquissée, n'est bien sûr qu'une hypothèse. Une autre serait de substituer largement du travail humain au travail des machines, dans la mesure où celles-ci nécessitent le recours à des ressources rares, notamment énergétiques, et où elles provoquent inéluctablement des rejets néfastes pour l'environnement. On pourrait alors créer de nombreux emplois, mais serait-ce du progrès pour l'humanité ? Le statut de poinçonneur est-il l'avenir ?

L'AFFAIRE DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

Les prélèvements sur les actifs vont augmenter. C'est la conclusion logique de la baisse de la quantité de travail par unité de bien ou de service produite en moyenne. En effet il faut bien que la production rencontre une consommation, et donc un pouvoir d'achat. La redistribution, qui représente aujourd'hui en France un tiers des revenus, est en ce sens un instrument économique autant qu'une oeuvre sociale. Pour dire les choses simplement, les retraites ne sont pas qu'une récompense bien méritée obtenue à l'issue d'une quarantaine d'années de labeur, mais une opération financière destinée à répartir du pouvoir d'achat, de la capacité à consom-

mer. Il ne faut pas être obnubilé par le niveau de prélèvements, qui fait l'objet du débat principal, et on comprend aisément pourquoi. C'est l'efficacité du système économique qui doit être recherchée. Ce qui compte n'est pas le niveau du prélèvement, mais ce qui reste après prélèvement, pour le particulier comme pour l'entreprise. Ce sont des indicateurs de l'efficacité économique dans son ensemble qu'il faut suivre, et non pas des indicateurs partiels incapables de rendre compte du fonctionnement d'ensemble de la société, du « bonheur national brut » comme disait Bertrand de Jouvenel.

La question des prélèvements ne doit pas être négligée, mais il ne faut pas lui donner la première place. Son effet psychologique est bien sûr très fort, mais faut-il encore l'accroître, au lieu de le relativiser en mettant en regard d'une part les services rendus, qu'il faut alors savoir évaluer avec rigueur, et d'autre part la prise en charge par la collectivité d'une solidarité qui s'effectuait encore récemment au sein de chaque famille, dans des conditions parfois déplorables. De combien étaient les prélèvements de fait sur les revenus des actifs, quand ils devaient assurer en direct le gîte et le couvert de leurs parents âgés, l'entretien et l'éducation de leurs enfants, et leurs dépenses de santé ? Ces prélèvements ne passaient pas par des organismes spécialisés, et ils n'apparaissaient pas « obligatoires ». Ils n'en pesaient pas moins sur l'économie des ménages et les équilibres sociaux. La réponse à la question des prélèvements réside davantage dans la garantie d'un bon usage de l'argent collecté, un contrôle plus rapproché et une organisation des pouvoirs publics en conséquence. C'est aussi des prélèvements de nature différente, comme du temps consacré à des œuvres d'intérêt général, un « service civique », ou une autre répartition du temps de travail accompagnée des transferts de revenus

De combien étaient les prélèvements de fait sur les revenus des actifs, quand ils devaient assurer en direct le gîte et le couvert de leurs parents âgés, l'entretien et l'éducation de leurs enfants, et leurs dépenses de santé ?

correspondants. Plutôt que de payer des impôts, certains préféreront se faire prélever du temps de travail... La question des prélèvements mérite un débat plus sérieux que de simples enchères à la baisse.

Notre société est encore organisée sur l'idée que la valeur ajoutée vient majoritairement du travail. Le salaire est ainsi la base de calcul de nombreux prélèvements, alors que c'est l'accumulation de connaissances et de savoir-faire qui est aujourd'hui la vraie source de richesse. La mobilité de ces facteurs de production, leur fluidité géographique accentuent la pression sur le travail, le simple mot de « délocalisation » provoquant des réactions légitimes de protestations. Si l'emploi est fixe, il ne peut guère échapper au pou-

voir des États, contrairement aux capitaux de toutes natures. Taxer le savoir et la technologie, c'est également freiner le progrès, en s'attaquant aux secteurs à haute valeur ajoutée. L'hypothèse émise récemment par le président de la République d'un transfert sur la valeur ajoutée des prélèvements perçus aujourd'hui sur les salaires a relancé ce débat et mis en valeur des lignes de clivage. Quelle que soit la solution, chacun peut comprendre aujourd'hui qu'il faut considérer les prélèvements non pas comme une simple charge, mais comme une

contribution à la recherche de l'efficacité économique dont chacun bénéficiera, et qui seule permet une politique sociale. C'est le rendement global du système qui compte, dans un monde nouveau, avec une vision intégrée des volets économiques, sociaux et environnementaux. Les prélèvements constituent un des instruments de cette efficacité d'ensemble, et non un objet isolé forcément désagréable.

LA SOUPE DE L'IMMIGRATION

Une autre manière de décliner la question démographique est de

traiter de l'immigration. Elle permettrait d'ajuster une équation démographique intérieure et d'apporter les corrections nécessaires. Il y aurait donc une bonne et une mauvaise immigration du point de vue des intérêts de la France.

L'immigration est à l'évidence une piste pour rajeunir nos effectifs et combler les lacunes observées dans certains secteurs. L'Europe offre un premier vivier, avec des possibilités de rééquilibres, comme on l'a vu pour les infirmières, que l'on est allé chercher en Espagne notamment. Les professions médicales offrent d'une manière générale une bonne illustration du problème, qui se pose de différentes manières, selon le point de vue dont on se place. Pour les étrangers exerçant en France, c'est le problème de la reconnaissance de leur qualification qui bloque leur bonne intégration. Pour les pays d'origine, dont on parle peu, ne peut-on craindre un déficit de diplômés et de praticiens ? Les salaires et les conditions de vie en France étant souvent plus attractifs que dans certains pays d'origine, le flux coule vers nous, mais pouvons-nous accepter durablement de prélever des ressources humaines nécessaires au développement d'autres pays ? Nous protestons légitimement contre la « fuite des cerveaux », quand nos plus brillants chercheurs traversent l'Atlantique. Notre investissement « formation » nous file entre les doigts ! Et que dire des pays pauvres dont les élites, formées à l'étranger, y restent pour l'essentiel ?

Il y a aussi des immigrants non qualifiés. Tantôt bien utiles, tantôt encombrants. Une variable d'ajustement, pourrait-on dire. L'idée de faire un tri à l'entrée ne résout pas tout : pour nous, tout d'abord, en France : tel personnel utile aujourd'hui le sera-t-il encore demain ? Et pour les pays d'origine, ne sommes-nous pas ramenés au problème esquissé au paragraphe précédent, à savoir qu'une telle politique les priverait de leurs populations les plus dynamiques ? La solution est encore dans la souplesse : au lieu de monter des murs et de dresser des barrières toujours contournées, ne faut-il pas reconnaître que l'immigration est un fait, et que le vrai problème réside

DÉMOGRAPHIE

essentiellement dans le non retour des immigrés vers leur pays d'origine. Les rigidités des politiques d'immigration ne font-elles pas plus de mal que de bien ? De même que les patrons n'embauchent guère du fait des difficultés supposées pour licencier en cas de besoin, l'immigré s'accroche au pays qu'il a choisi de peur de ne pouvoir y revenir. Le regroupement familial lui permet de faire venir sa famille, et l'immigration se compte en générations, première, deuxième ou troisième, avec un besoin de reconnaissance légitimement croissant. Ne faut-il pas troquer la fluidité contre le droit au regroupement familial ? Le retour au pays d'origine serait bénéfique pour tout le monde : l'expérience acquise par les migrants, et leur argent, seraient bien utiles aux économies locales, leur vie personnelle pour leurs congés et leur retraite serait sans doute plus agréable dans leur culture traditionnelle.

À défaut, ne sommes-nous pas partis pour cumuler tous les ennuis ? L'immigration a quand même lieu, dans les pires conditions, avec le travail clandestin et les boat people. Les familles suivent, avec les besoins de services sociaux, le « droit » au travail et au logement, et les pays d'origine voient leurs forces vives les quitter. Ce sont aussi les délocalisations, conséquences normales des barrières à l'immigration. Plutôt que de recruter un personnel étranger en

France, pourquoi ne pas le recruter directement dans son pays d'origine, avec les droits sociaux locaux, et y créer des usines ? Ça coûte moins cher !

Les flux migratoires offrent des solutions, mais ils doivent bénéficier équitablement aux pays d'origine et d'arrivée et à titre individuel, aux ressortissants des deux pays.

L'immigration dans les pays occidentaux est aujourd'hui un événement majeur, et malgré tous les obstacles que l'on peut y mettre, elle ne tarit pas. Faut-il construire des barrages, qui seront toujours débordés, ou, pour prendre une autre image, nager contre le courant ? Ou peut-on en tirer profit pour tout le monde, en l'acceptant et en organisant les modalités, sans a priori ni sensiblerie, mais avec pragmatisme et humanité ?

De même que les idées sur l'immigration évoluent, celles sur les délocalisations pourraient le faire utilement. Une immigration négociée, au profit des différentes parties, peut-elle trouver son équivalent en termes de délocalisation ? Il s'agit bien d'un même phénomène, de rapprocher le travail de la main-d'œuvre, car les taux de chômage sont très élevés dans les pays d'accueil des établissements délocalisés. Il faut comparer les avantages et inconvénients respectifs qu'il y a dans un cas à déplacer l'activité,

dans un autre à déplacer les personnels. Mais cela suppose que l'on ait accepté que le travail ne soit plus la seule voie de la sociabilisation.

CONDAMNÉS À RÉUSSIR

Les solutions du passé apparaissent pour l'essentiel décalées par rapport aux perspectives qui se précisent pour le XXI^e siècle. Pour que notre développement soit durable, aucune piste ne doit être négligée, et il convient de se méfier des idées toutes faites et des consensus vite constatés. Les principes et les valeurs une fois affirmés, l'imagination et l'innovation doivent être privilégiées, de même que l'expérimentation. Il y a des risques, de natures diverses, sociétales ou techniques, et il faut les assumer. Le principe de précaution a été imaginé pour encadrer cette nécessaire prise de risque. Mais rien ne serait pire qu'un conservatisme craintif, tendant à imposer une prolongation à l'infini de méthodes et de concepts dont on a oublié les origines. Pourra-t-on sortir de l'ornière si bien décrite par Keynes, encore lui, dans une célèbre citation : « Tous les hommes politiques appliquent sans le savoir les recommandations d'économistes souvent morts depuis longtemps et dont ils ignorent le nom ». Ce serait un exploit que nous sommes condamnés à réussir. ■